

L'émergence du nouveau *soft power* chinois

Contexte, formes et enjeux

Le 2 septembre 2023, le *China Daily* relate le succès de la rencontre entre le président béninois Patrice Talon et le président chinois Xi Jinping: les liens bilatéraux entre les deux pays sont élevés au rang de «*partenariat stratégique*» et leurs projets de coopération sont appelés à se multiplier. Patrice Talon prolonge son séjour à Pékin en assistant à la cérémonie d'ouverture du Sommet du Commerce Mondial des Services (*Global Trade in Services Summit*) au sein de la Foire Internationale de Chine pour le Commerce des Services (*China International Fair For Trade in Services*). «*Durant leurs discussions, Xi Jinping aborde l'essence de la voie chinoise vers la modernisation, insistant sur la clé de l'approche différente de la Chine face aux mensonges occidentaux: l'adhésion à la voie vers le socialisme aux caractéristiques chinoises qui correspond à ses conditions nationales*». La Chine souhaite développer les échanges de personne-à-personne, la coopération dans l'éducation et la santé, la formation des professionnels, sans négliger la sécurité et la lutte contre le terrorisme.

Il ne se passe plus guère de jours sans que la diplomatie chinoise n'enregistre ce qu'elle présente comme de grands succès, à l'image des résultats de la visite du président béninois. Une semaine plus tard, *China Daily* voit, par exemple, dans l'Indonésie un «*partenaire idéal de la BRI*»: à l'occasion du sommet de l'Asie de l'Est, Xi Jinping tient à marquer le succès du «*partenariat stratégique global*» entre la Chine et l'Indonésie lors de sa visite de la ligne de chemin de fer à grande vitesse Jakarta-Bandung, qui a coûté plus de 7 millions de dollars. On retrouve, dans ces comptes-rendus d'avancées diplomatiques, un peu toujours les mêmes composantes, dont le poids varie selon la situation des pays: ou-

verture des marchés, projets d'investissements conjoints, échanges de personne-à-personne, coopération dans l'éducation ou la santé, coordination politique minimale sur les fondamentaux (ici le principe d'une seule Chine et le rôle central de l'ASEAN).

Une diplomatie socio-économique se présentant comme «*paisible*» et «*pragmatique*» évite ainsi toute forme de positionnement politico-idéologique universel, une fois admis le principe chinois selon lequel toute situation nationale est singulière. Cette diplomatie de terrain s'affichant respectueuse des contextes politiques nationaux mesure ses succès au développement des échanges commerciaux et aux gains de bien-être économique incrémentaux qu'ils sont supposés apporter au fil du temps. La Chine se veut donc désormais l'incarnation du «*doux commerce*» cher à Montesquieu ou plutôt à Confucius et à la tradition confucéenne¹: elle mobilise un discours universaliste pacifique qui vaut d'abord par contraste avec celui de la diplomatie occidentale, représentante d'un «*hégémon en déclin*» combinant agressivité idéologique et sanctions des récalcitrants (ce qui n'empêche évidemment pas que la Chine développe aussi ses moyens militaires).

L'été 2023, durant lequel la «*contre-offensive*» ukrainienne tant attendue en Europe a semblé marquer le pas, a apporté son lot de changements plus visibles. L'élargissement des BRICS à de nouveaux pays est sans doute l'événement qui fut le plus commenté dans la presse mondiale: l'entrée annoncée pour le 1er janvier 2024, dans ce groupe d'intérêt de pays émergents de l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, l'Iran, l'Égypte, l'Argentine et l'Éthiopie, illustre d'abord la diversité des pays concernés,

1 «*Sa morale, qui est une réflexion sur les hommes, ne connaît aucun impératif abstrait. Elle est pratique et agissante (...). À l'esprit de compétition qui anime la haute noblesse de son époque, Confucius oppose la probité, la confiance et la bonne entente qui lui semblaient avoir jadis réglé les rapports humains*» (J. Gernet, *Le monde chinois*, tome 1, Paris: Armand Colin, 2005, p. 123). Mais c'est sans doute la doctrine reformulée par Mozi, soixante ans plus tard, qui a fixé les traits d'une forme de pacifisme militant popularisée par une «*secte de frères prêcheurs*» (*ibid*, p. 124). Si l'on ajoute à ces éléments le fait que Confucius prône la recherche collective de la richesse, garante de la stabilité et de la bonne gouvernance, on peut sans doute voir là un des fondements idéologiques lointains de la doctrine affichée par la Chine contemporaine.

y compris en termes de niveaux de développement et de poids démographique, ce qui s'accorde bien avec la doctrine chinoise des contextes nationaux singuliers. Elle exprime surtout la nature de l'approche chinoise, sous-jacente à cette réussite: la diplomatie économique et sociale supprime désormais toute perspective d'alliance politique ou *a fortiori* idéologique sur le modèle de ce qu'avait pu être le bloc soviétique.

Si la Chine porte un discours politique, celui-ci est assez simple pour être en phase avec ceux des autres pays des BRICS (donc aussi bien le Brésil que l'Arabie Saoudite, l'Inde que l'Iran) et, surtout, pour être entendu dans le monde entier et notamment parmi les pays les moins avancés: les institutions internationales issues de l'après-deuxième guerre mondiale et de l'hégémonie étatsunienne ne reflètent plus la réalité du monde et en particulier son caractère multipolaire, avec l'ascension démographique, économique et politique inéluctable de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine. L'entrée de l'Union africaine dans le G20 est ainsi vue comme le début du rétablissement d'un équilibre, puisque 55 pays et plus d'un milliard d'habitants n'étaient même pas représentés dans ce «gouvernement du monde» informel activé pendant la crise de 2008 sous l'impulsion du président français Nicolas Sarkozy. La réforme du conseil de sécurité de l'ONU, où cinq pays –dont la France– siègent de manière permanente indépendamment de leur poids démographique, économique ou politique, est désormais à l'horizon. À plus court terme, celle du Fonds Monétaire International, qui reflète plus directement les rapports de force économiques (puisque le poids politique y dépend des contributions financières), fait aussi l'objet d'une des conclusions de la «déclaration finale» du G20 de New Delhi le 9 septembre 2023: autant dire que, désormais, les rapports de force internationaux sont marqués par des tentatives de transformations institutionnelles plus ou moins radicales, où la Chine joue bien sûr désormais un rôle clé.

En dépit de son caractère apparemment technique, l'enjeu monétaire prend probablement désormais une place importante, si ce n'est centrale, dans la contestation de l'ordre international, ainsi que le révèlent les discussions et conclusions du sommet des BRICS, avec notamment plusieurs déclarations en ce sens du président brésilien Lula. Car l'hégémonie étatsunienne n'est pas seulement associée à la présence militaire et au poids politique, incarnée par la politique des sanctions, mais aussi par le statut asymétrique du dollar au sein du système monétaire internatio-

nal: même entre des pays éloignés de l'Amérique politique ou géographiquement, le recours à la monnaie des États-Unis assurait à ce pays une stabilité limitant les effets de leurs déséquilibres commerciaux ou budgétaires désormais structurels ("*benign neglect*"). La mise sur l'agenda d'un moindre recours à la devise étatsunienne et les annonces, sans doute très prématurées, de création prochaine d'une nouvelle devise des BRICS, indiquent cependant la direction prise aujourd'hui par les challengers de l'ordre économique mondial.

Les fondamentaux de l'émergence politico-économique chinoise

L'émergence chinoise, d'une vitesse et d'une ampleur sans précédent dans l'histoire économique quelles que soient les mesures utilisées (voir annexes sur les données historiques quantitatives), s'accompagne d'un lent déclin des deux grandes puissances occidentales sur la scène mondiale, l'effondrement de l'URSS ayant marginalisé la Russie qui n'avait jamais en fait réussi, en dépit de sa puissance militaire, à devenir un compétiteur sérieux de l'hégémonie occidentale. De fait, la montée en puissance de la Chine occupe depuis déjà près de vingt ans le devant de la scène médiatique et publique, tant elle se manifeste de multiples façons, souvent très concrètes, comme la pénétration de marques de téléphones portables, ordinateurs, voitures électriques, dans le quotidien des consommateurs du Nord. Mais la face «hard» de la puissance chinoise occulte le plus souvent son côté «soft».

La Chine de Xi Jinping est aussi porteuse d'un récit alternatif qui accompagne cette montée en puissance, ce que Pierre Bourdieu appelait un «impérialisme de l'universel»²: une visée globale, économique, politique et juridique, qui prolonge le «rêve» national et entre potentiellement en contradiction avec d'autres récits concurrents. Celui-ci est diffusé par les dirigeants et les grands médias chinois et internationaux et a pris depuis quelques années la forme d'initiatives de portée mondiale qui définissent une sorte de «feuille de route» chinoise dans les relations internationales. Celle-ci a été marquée par des étapes préalables extrêmement importantes, comme l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001. De façon peu surprenante, l'investissement chinois dans le droit international privé se structure parallèlement depuis les an-

2 P. Bourdieu, *Impérialismes: circulation internationale des idées et luttes pour l'universel*, Paris: Raisons d'agir, 2023.

nées 1980. Les années 2010 marquent une accélération de processus déjà enclenchés depuis longtemps³.

Le premier étage de cette accélération est le projet dit «La ceinture et la route» (BRI), qui a émergé en 2013 et s'est déployé depuis lors comme nous l'avons vu avec l'exemple indonésien. En 2022, il concerne 150 pays du monde et redessine la carte des coopérations transnationales de la Chine autour de grands projets d'infrastructure. Ce premier temps s'opère sur une base très pragmatique, le fameux «gagnant-gagnant» bilatéral, gage d'interdépendance pacifique entre les nations. En déplaçant le centre de gravité de l'économie mondiale vers la Chine, ce processus exprime sans doute le mieux la forme que prend désormais le grand bouleversement planétaire: un lent rééquilibrage de l'activité et des échanges dans lequel certains voient une potentielle convergence après la «grande divergence» chère à Kenneth Pomeranz⁴.

Plus récemment, à la faveur de la crise pandémique puis du conflit en Ukraine, la Chine s'est manifestée sur plusieurs

fronts liés et d'emblée définis à l'échelle globale, avec trois initiatives: l'initiative pour le développement mondial (*Global Development Initiative*) en 2021, l'initiative pour la sécurité mondiale (*Global Security Initiative*) en 2022 et l'initiative globale pour la civilisation (*Global Civilization Initiative*) en 2023, qui dessinent désormais une doctrine cohérente offerte à l'ensemble des pays du monde.

La première (GDI, encadré 1) vise à proposer «des projets de coopération dans huit domaines clés: la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la réponse au virus COVID-19 et les vaccins, le financement du développement, le changement climatique et le développement vert, l'industrialisation, l'économie numérique et la connectivité». Elle permet de proposer aux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine des coopérations centrées sur les infrastructures économiques et sociales de base. On peut y voir en creux un écho à une représentation des rapports Nord/Sud comme fondamentalement déséquilibrés et inégaux⁵.

Encadré 1. L'initiative pour le développement mondial (GDI)⁶

Depuis sa création il y a un an, l'Initiative pour le développement mondial (GDI) a reçu des réponses chaleureuses de la part de la communauté internationale, plus de 100 pays ayant exprimé leur soutien à ce jour [...].

La Chine fait pression pour que l'initiative passe du concept à la réalité, avec des résultats concrets issus de projets de coopération dans huit domaines clés: la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la réponse au virus COVID-19 et les vaccins, le financement du développement, le changement climatique et le développement vert, l'industrialisation, l'économie numérique et la connectivité.

En janvier, la Chine a lancé la phase III du Fonds fiduciaire FAO-Chine pour la coopération Sud-Sud avec un montant total de 50 millions de dollars US, fournissant des ressources considérables pour la coopération internationale dans la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire.

En février, le Centre de coopération pour l'action climatique des pays insulaires Chine-Pacifique a été inauguré pour aider les pays concernés à renforcer leur capacité à faire face au changement climatique et à réaliser des études pertinentes.

En mars, dans le cadre du GDI, la Chine a co-organisé un programme de séminaires avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Ce programme a permis de former plus de 1.000 personnes de près de 100 pays au commerce électronique transfrontalier.

En outre, la Chine a également augmenté la fourniture de vaccins et de médicaments aux pays en développement, mis en place diverses plates-formes pour le partage des connaissances et des expériences en matière de développement, et consacré davantage de ressources à l'aide au développement.

À l'avenir, la Chine «s'appuiera sur le consensus pour établir un ensemble de projets d'investissements directs mondiaux auxquels participeront toutes les parties», a déclaré Wang Yi, conseiller d'État et ministre des affaires étrangères de la Chine.

3 Cf. M. Goré & A.-Q. Zheng, *Le droit chinois*, Paris: PUF, 2022.

4 K. Pomeranz, *Une grande divergence*, Paris: Albin Michel, 2021.

5 http://en.qsttheory.cn/2022-09/23/c_814857.htm

6 http://en.qsttheory.cn/2022-09/23/c_814857.htm

La Chine restera attachée à un véritable multilatéralisme et à un esprit de partenariat ouvert et inclusif, partagera activement l'expertise et l'expérience en matière de développement, et travaillera avec toutes les parties pour mettre en œuvre l'IDG, intensifier les efforts pour faire avancer l'Agenda 2030, et construire une communauté mondiale de développement avec un avenir commun, a noté M. Wang.

La deuxième (GSI, encadré 2) défend la recherche d'une «*sécurité commune, globale, coopérative et durable*» reposant sur «*la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays, (...) la non-ingérence dans les affaires intérieures*» et s'engage à «*respecter les choix indépendants des voies de développement et des systèmes sociaux faits par les habitants des différents pays*». Elle «*incarne la sagesse de la Chine, qui s'attaque à la fois aux symptômes et aux causes profondes, en définis-*

sant le concept central, les lignes directrices fondamentales, les principes importants, les objectifs à long terme et l'approche réalisable du maintien et de la réalisation de la sécurité mondiale»⁷. Cette initiative est au principe du positionnement de la Chine en acteur global, qui s'est notamment illustrée dans le contexte du conflit russo-ukrainien et plus récemment avec l'élargissement des BRICS.

Encadré 2. L'initiative pour la sécurité mondiale (GSI)⁸

M. Xi a proposé l'Initiative de sécurité globale en gardant à l'esprit l'avenir de toute l'humanité, qui défend l'engagement dans six domaines:

- rester attaché à la vision d'une sécurité commune, globale, coopérative et durable, et travailler ensemble pour maintenir la paix et la sécurité dans le monde;
- rester engagé à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays, défendre la non-ingérence dans les affaires intérieures et respecter les choix indépendants des voies de développement et des systèmes sociaux faits par les habitants des différents pays;
- rester engagés à respecter les objectifs et les principes de la Charte des Nations unies, à rejeter la mentalité de la guerre froide, à s'opposer à l'unilatéralisme et à dire non à la politique de groupe et à la confrontation des blocs;
- rester engagés à prendre au sérieux les préoccupations légitimes de tous les pays en matière de sécurité, à défendre le principe de la sécurité indivisible, à construire une architecture de sécurité équilibrée, efficace et durable, et à s'opposer à la recherche de sa propre sécurité au détriment de celle des autres;
- rester attachés à la résolution pacifique des différences et des différends entre les pays par le dialogue et la consultation, soutenir tous les efforts propices au règlement pacifique des crises, rejeter la politique du deux poids deux mesures et s'opposer au recours injustifié aux sanctions unilatérales et à la juridiction des armes longues;
- rester attachés au maintien de la sécurité dans les domaines traditionnels et non traditionnels, et travailler ensemble sur les différends régionaux et les défis mondiaux tels que le terrorisme, le changement climatique, la cybersécurité et la biosécurité.

L'initiative incarne la sagesse de la Chine, qui s'attaque à la fois aux symptômes et aux causes profondes, en définissant le concept central, les lignes directrices fondamentales, les principes importants, les objectifs à long terme et l'approche réalisable du maintien et de la réalisation de la sécurité mondiale. Avec la macro-pensée de la conception de haut niveau et la micro-perspective de la résolution de problèmes pratiques, l'initiative se concentre à la fois sur les problèmes réels ayant une incidence sur la sécurité de l'humanité et sur une voie durable vers la paix dans le monde.

7 http://en.qsttheory.cn/2022-09/23/c_814857.htm

8 http://en.qsttheory.cn/2022-04/24/c_746357.htm

Enfin, l'initiative pour la civilisation mondiale (GCI, encadré 3) «appelle à des échanges et à un dialogue approfondis entre les civilisations par l'intermédiaire des partis politiques, ainsi qu'à l'avancement des civilisations humaines sur la base de l'inclusion et de l'apprentissage mutuel». Elle prône «le respect de la diversité des civilisations (...) la défense des valeurs communes de l'humanité: la paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté (...) la défense de l'importance de l'héritage et de l'innovation des civilisations», et «la promotion d'une coopération et d'échanges internationaux solides entre les peuples»⁹.

En résumé, cette doctrine met au centre de l'avenir de l'Humanité la capacité des différents pays et «civilisations» qui la composent de se connaître, se comprendre, échanger et se «respecter», en discutant et traitant de façon équilibrée dans les domaines économiques, politiques, sécuritaires et culturels. Elle reprend une partie du «consensus

de Washington», à savoir l'éloge de la mondialisation des échanges comme moyen d'assurer un développement harmonieux – c'est, comme nous l'avons vu plus haut, la version chinoise du «doux commerce».

Elle implique aussi le renforcement d'une dynamique juridique nationale et internationale. «Tant sur le plan politique, économique que juridique, le projet lancé en 2013 par le président Xi Jinping des nouvelles routes de la soie (...) entend faire de la Chine –et de son modèle juridique– le chef de file de l'ordre juridique mondial en cours d'élaboration»¹⁰. Mais la Chine contemporaine prolonge le pragmatisme de la tradition juridique chinoise. «L'approche du droit est donc tout sauf dogmatique: bien au contraire, elle est au plus près de la réalité concrète, des besoins, des circonstances, aucune vérité n'étant établie à l'avance»¹¹.

Encadré 3: l'initiative pour la civilisation mondiale (GCI)¹²

Lors de la réunion de haut niveau du PCC en dialogue avec les partis politiques mondiaux qui s'est tenue le 15 mars 2023, le président Xi Jinping a prononcé un discours intitulé "Join Hands on the Path Toward Modernization" [Joignons nos mains sur la voie de la modernisation]. Il y a proposé l'Initiative pour la civilisation mondiale (ICM), qui appelle à des échanges et à un dialogue approfondis entre les civilisations par l'intermédiaire des partis politiques, ainsi qu'à l'avancement des civilisations humaines sur la base de l'inclusion et de l'apprentissage mutuel. Il s'agit d'un nouvel effort de la Chine pour apporter sa sagesse et ses solutions à la promotion d'une plus grande coopération internationale.

Les concepts fondamentaux de l'AGC sont résumés dans les «quatre plaidoyers». Le premier est le respect de la diversité des civilisations. Les pays doivent défendre les principes d'égalité, d'apprentissage mutuel, de dialogue et d'inclusion entre les civilisations, et permettre aux échanges culturels de transcender l'éloignement, à l'apprentissage mutuel de transcender les conflits et à la coexistence de transcender les sentiments de supériorité. Le second est la défense des valeurs communes de l'humanité. La paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté sont les aspirations communes de tous les peuples. Les pays doivent garder l'esprit ouvert en appréciant les perceptions des valeurs par les différentes civilisations et s'abstenir d'imposer leurs propres valeurs ou modèles aux autres et d'attiser la confrontation idéologique. Le troisième est la défense de l'importance de l'héritage et de l'innovation des civilisations. Les pays doivent exploiter pleinement la pertinence de leur histoire et de leur culture à l'époque actuelle et encourager la transformation créative et le développement novateur de leurs belles cultures traditionnelles. Le quatrième point concerne la promotion d'une coopération et d'échanges internationaux solides entre les peuples. Les pays doivent explorer la construction d'un réseau mondial pour le dialogue et la coopération entre les civilisations, enrichir le contenu des échanges et élargir les voies de coopération pour promouvoir la compréhension mutuelle et l'amitié entre les peuples de tous les pays et faire avancer conjointement le progrès des civilisations humaines. Les «quatre plaidoyers» se concentrent chacun sur un aspect particulier, se renforcent mutuellement et forment logiquement un ensemble cohérent. Ils élucident les principes des échanges et du développement interculturels et indiquent les perspectives de coopération dans la société humaine».

9 http://en.qsttheory.cn/2022-04/24/c_746357.htm

10 M. Goré & A.-Q. Zheng, *Le droit chinois*, op. cit., p.

11 *Ibid*, p. 12.

12 http://en.qsttheory.cn/2023-07/11/c_900689.htm

L'Occident entre sur et sous-estimation de l'affirmation chinoise

Les réactions à ces changements et à l'affirmation chinoise ne se sont pas fait attendre aux États-Unis et en Europe, mais, dans un contexte rendu très tendu par le conflit en Ukraine depuis 2022, elles oscillent principalement entre deux pôles, parfois chez les mêmes commentateurs. Nous nous appuyons ici sur un corpus de textes constitué à partir de la base de données Europresse, à laquelle nous avons soumis une requête portant sur l'ensemble des articles contenant le mot «Chine» dans leur titre sur 2 ans (octobre 2021-octobre 2023). La lecture des titres et des premières lignes des articles suffit le plus souvent à indiquer le cadrage spécifique effectué dans l'article: nous nous contenterons ici d'en donner quelques exemples, sans mener d'analyse quantitative systématique, qui permettra d'affiner ces analyses.

Une attitude courante, fondée dans l'évolution des discours officiels, consiste à voir dans la rhétorique chinoise l'expression d'un hégémonisme de plus en plus agressif lié à la montée en puissance chinoise et à se concentrer désormais sur la rivalité Chine/Occident, devenue en quelque sorte «l'horizon indépassable de notre temps». «*La Chine, un des pays les plus pauvres de la planète il y a moins d'un demi-siècle, est aujourd'hui perçue comme la principale menace par la première puissance mondiale*» (Frédéric Lemaître, *Le Monde*, jeudi 9 décembre 2021). Relevée parmi de très nombreux exemples, la proposition suivante est significative: «*La crise du détroit de Taiwan lors de cet été 2022 peut être considérée comme annonciatrice de grandes confrontations à venir avec les États-Unis, déjà engagés dans un soutien à l'Ukraine qui résiste toujours à l'offensive russe*», souligne Bruno Modica» (*Midi Libre*, 11 octobre 2022). Parmi les mots associés à ce topique figurent notamment *puissance, menace, risque, stratégie, conflit, embargo, sanctions*... Ils ont pris une dimension d'abord économique, avant de revêtir aussi un sens géostratégique et militaire.

Faisant de la Chine le «moteur» du groupe des pays autoritaires, dont la Russie est le bras armé, cette catégorie de discours, très proche de celui des autorités militaires et politiques américaines (et européennes), est très largement diffusé dans les médias occidentaux, en particulier à partir de février-mars 2022. S'il permet de nourrir la mobilisation idéologique en Occident derrière l'Ukraine et, très secondairement, derrière les forces indépendantistes taïwanaises (ou hong-kongaises), il semble faire assez peu de cas des dynamiques démographiques et socio-économiques struc-

turelles qui assurent la montée en puissance régulière des pays asiatiques et désormais africains: or, il s'agit là d'un mouvement que la Chine accompagne et promeut «paisiblement» sans miser principalement ou rapidement sur l'hégémonie militaire (même si le développement chinois s'accompagne incontestablement d'un renforcement militaire, en particulier dans la période récente). Ce discours a donc tendance à dé-globaliser les enjeux tout en les recadrant autour d'un conflit sino-américain ou sino-occidental économique-militaire en cours de cristallisation.

Centré très souvent sur Taïwan, le thème de la menace chinoise maintient une attention inquiète face à l'improbable devenu possible: l'effondrement pur et simple de l'hégémonie occidentale et le risque de conflit armé généralisé qui en découlerait. La guerre en Ukraine a consolidé un autre trait: la militarisation croissante des réponses occidentales à l'évolution mondiale, qui se traduit par une nouvelle course aux armements et une montée des tensions dans les zones à risque. Chaque annonce de renforcement militaire chinois nourrit ainsi en réponse l'inquiétude occidentale. Comme souvent, cette logique militaire est légitimée à la fois par le respect du droit international et par les intentions prêtées à l'adversaire, notamment s'agissant de Taïwan ou d'autres régions-clés comme l'Asie du Sud-Est. Elle se traduit par la montée en puissance d'un discours public où la menace devient omniprésente et les perspectives à long terme très incertaines. La médiatisation du sommet de l'OTAN en juillet 2023 a illustré le processus d'alignement transnational en cours sur un nouvel axe principalement politico-militaire¹³.

C'est bien sûr sur le front du droit international et des valeurs démocratiques que le positionnement chinois est par principe contesté, puisque l'autonomie laissée aux États dans la perspective chinoise «pragmatique» leur permettrait de déroger aux règles universelles d'origine occidentale, en particulier en matière de droits de l'homme, d'État de droit et de démocratie, autour desquels se cristallise l'opposition au «bloc autoritaire». Cette composante *juridico-démocratique* du discours dominant en Occident s'est renforcée avec la gestion chinoise autoritaire de la pandémie et, dans une certaine mesure, avec la position prise par la Chine sur le dossier ukrainien, qui a renforcé diverses logiques d'alignement diplomatique.

Elle nourrit aussi les tendances parallèles visant à limiter le commerce avec la Chine, en usant de plus en plus de menaces et de sanctions adossées à des normes juridiques auxquelles la Chine ne satisferait pas, alors qu'en contrepartie

13 L'éditorial martial du quotidien *Le Monde* du 13 juillet 2023 est éloquent sur ce plan: https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/07/13/otan-un-sommet-en-demi-teinte_6181763_3232.html

elle mobilise les ressources juridiques dans les arènes internationales, en premier lieu l'OMC. Cette rhétorique semble dès lors quelque peu décalée, voire contradictoire, face aux demandes de rééquilibrage démocratique des institutions internationales portées par les BRICS, et laisse largement de côté la dimension juridique de l'émergence chinoise.

L'autre pôle discursif observé voit à l'opposé dans la rhétorique chinoise un discours idéologique, cachant la réalité, dont le ressort véritable est parfois imputé à des faiblesses cachées: le chaos relatif de la sortie de la politique zéro Covid, énormément commenté, une démographie en berne annonciatrice de difficultés futures, des problèmes financiers massifs non résolus qui finiront par exploser (bulle immobilière, surinvestissement, etc.), l'affirmation concurrente d'autres pays, comme le Vietnam, par exemple en mer de Chine, ou encore la difficulté croissante de légitimation politique du parti au pouvoir face aux contradictions économiques et sociales. De menaçante et hégémonique, la Chine se transforme alors en «colosse aux pieds d'argile», dont la présence en Afrique serait, par exemple, l'objet d'un rejet croissant, d'autant qu'elle s'est liée à l'hégémonisme russe.

On en trouve un bel exemple avec l'article de *Courrier International* intitulé «XI JINPING L'HOMME FORT D'UN PAYS AFFAIBLI» (13 octobre 2022). «Le leader chinois devrait sortir conforté du 20e Congrès du Parti communiste, qui s'ouvre le 16 octobre, et obtenir un troisième mandat. Même s'il apparaît plus fort que jamais, le pays est ébranlé par la crise économique et par les protestations contre la politique "zéro Covid". Comment faire face aux menaces sur la sécurité alimentaire? Comment répondre à la tentation de la fermeture? La presse asiatique s'interroge sur l'avenir de la Chine». Ébranlé, fragile, aux pieds d'argile, de nombreuses formules qualifient cette dynamique chinoise négative en cours ou future.

Ces deux attitudes ont en commun de négliger le fait que la diplomatie est devenue un champ relativement autonome, où la Chine mobilise des professionnels désormais au niveau des meilleurs experts occidentaux¹⁴. Dans ce champ, qui est lié à celui du droit international, où les positions chinoises s'affirment progressivement aussi, les discours ont une force propre, bien sûr toujours étroitement liée aux caractéristiques de ceux qui les portent¹⁵. De ce point de vue, la nouvelle forme prise par les discours chinois n'est pas déconnectée d'un effort global de reconstruction

de l'ordre international qui fait suite à l'effondrement du consensus idéologique occidental de l'après-1989.

La fin du consensus de Washington et ses suites

En 1979, Jean-François Lyotard, philosophe post-moderne, croyait déjà pouvoir annoncer la «fin des grands récits» de la modernité, notamment ceux incarnés par le marxisme ou les Lumières. Confirmée en partie par l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, cette prophétie fut toutefois suivie pendant quelques temps du triomphe d'un autre récit¹⁶, que l'on appela dans les médias le «consensus de Washington». Celui-ci désignait autant des constats à visée performative qu'un programme politico-économique: le libre-échange mondial favorise la croissance; la concurrence aiguillonne l'innovation qui nourrit la compétitivité à tous les niveaux; les États doivent libéraliser leurs économies pour favoriser la concurrence marchande entre acteurs privés; réduire leurs déficits budgétaires pour stabiliser leur endettement et stimuler leurs marchés financiers; enfin, ils doivent laisser les banques centrales indépendantes veiller à la stabilité des prix dans un contexte de libéralisation financière. Si tous les États suivent ce programme modeste qui a déjà fait ses preuves, le monde du «doux commerce» cher à Montesquieu garantira à l'Humanité un avenir de bien-être et de liberté.

Bien sûr, cette version idéalisée de la mondialisation était bien éloignée de la réalité d'un ordre mondial construit sur fond d'interventions militaires, de protectionnisme larvé et de nationalisme économique offensif des grandes puissances, mais il pouvait nourrir une représentation stylisée de l'avenir, une «idéalisation collective» socialement nécessaire, pour reprendre les analyses d'Émile Durkheim¹⁷.

Le «monde libre», à travers ses principaux médias et les discours de ses dirigeants, pensait alors son succès sur le mode triomphaliste: parallèlement à la victoire économique, démocratie représentative et libertés individuelles, aussi limitées, contredites ou imparfaites soient-elles dans les pays dominants, devenaient enfin la forme universelle et finale de la modernité politique, couronnant un processus de longue durée de compétition totale avec le modèle soviétique qui s'était effondré. Le consensus de Washington

14 Cf. l'ouvrage de synthèse de M. Goré et Ai-Qing Zheng, op. cit.

15 P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris: Seuil, 2001.

16 Sur la mise en récit discursive appelée «configuration narrative», cf. l'entrée «Récit» dans P. Charaudeau, D. Maingueneau, *Dictionnaire de l'analyse du discours*, Paris: Seuil, 2002, p. 484-487.

17 Voir F. Lebaron, *Le savant, le politique et la mondialisation*, Broissieux: Croquant, 2003 et F. Lebaron, *Savoir et agir. Chroniques de conjoncture 2007-2020*, Vullaine-sur-Seine: Croquant, 2020.

était la «fin de l'Histoire», selon le titre de l'ouvrage de Francis Fukuyama.

Face à l'offensive idéologique et diplomatique chinoise actuelle, bien éloignée de la période de la guerre froide et des diatribes enflammées de ses dirigeants d'antan contre les «tigres de papier» impérialistes, l'Occident semble dès lors largement pris de court, car il n'a pas jusqu'ici proposé de contre-récit cohérent qui ferait suite au «consensus de Washington», en dehors de la mobilisation militaro-idéologique contre les «régimes autoritaires».

La crise pandémique a surtout renforcé les tendances, déjà manifestes depuis le mandat de Donald Trump, visant à restaurer la souveraineté économique aux États-Unis et en Europe, accélérant l'expansion de discours et pratiques plus agressifs et moins libéraux sur le plan du commerce international: dans la compétition économique ou dans les arènes internationales, les puissances occidentales prennent désormais le risque d'endosser le rôle de «mauvais perdants», qui récusent les règles du jeu dès lors qu'elles ne leur sont plus favorables ou s'arc-boutent à des situations héritées de l'histoire. Cela se traduit par la diffusion de l'idée de réduction des risques et la promotion concrète de la souveraineté économique face à une trop grande dépendance vis-à-vis des pays «rivaux». La thématique de la mondialisation, qui fut au cœur du discours triomphaliste des années 1990, est donc aujourd'hui portée avec beaucoup plus d'intensité par la Chine que par les États-Unis, et même que par l'Europe politique, qui en avait pourtant fait son *credo* fondateur.

Ces discours coexistent avec la poursuite de coopérations économiques, universitaires ou scientifiques classiques, et la position de plus en plus centrale de la Chine au sein des institutions internationales où elle joue une partition de façon autonome, notamment en mobilisant elle-aussi du capital juridique transnational (avec le droit international privé, en premier lieu, et de plus en plus, le droit international public). Le plus prégnant des récits occidentaux émergents est cependant sans doute la réactivation des fondamentaux de la guerre froide, en particulier de la période reaganienne associée au triomphe face au bloc soviétique, qui permet de mobiliser l'imaginaire démocratique.

Ce primat, en Occident, d'une mobilisation essentiellement négative et réactive, qui s'ajoute à la perte de crédibilité des politiques néolibérales dans les classes populaires et moyennes mondiales, peut difficilement parvenir à susciter une adhésion large et enthousiaste, notamment dans la jeunesse. Au même moment, l'enjeu écologique planétaire

et les inégalités abyssales de développement exigent des réponses de plus en plus volontaristes et globales, que l'Occident seul s'avère incapable d'assurer. L'Humanité peut-elle se payer le luxe d'une nouvelle guerre froide dévoreuse de ressources, toujours plus menaçante pour la paix et la stabilité, alors qu'elle doit faire face au défi angoissant du changement climatique? Une réponse subtile aux propositions chinoises, permettant aussi de traiter cette question d'intérêt commun, se fait encore attendre et l'on ne voit pas bien de quel lieu elle pourrait aujourd'hui émaner. Une telle situation rend surtout probable la multiplication prochaine des initiatives chinoises dans l'arène internationale et indique que la dynamique future est largement ouverte.

Annexes

Sources et corpus textuels

La source principale utilisée concernant le discours public chinois est constituée par les articles quotidiens du *China Daily*¹⁸, consulté de façon régulière. Elle est complétée par plusieurs sources officielles: *Qiushi*, l'organe de diffusion du Parti Communiste Chinois, le site du gouvernement chinois, les ouvrages de large diffusion de Xi Jinping (*La gouvernance de la Chine*, en quatre tomes).

S'agissant des textes français, on s'est concentré sur des textes médiatiques, obtenus dans la base de données Europresse, à laquelle nous avons soumis une requête portant sur l'ensemble des articles contenant le mot «Chine» dans leur titre sur 2 ans (octobre 2021-octobre 2023). On a laissé de côté les très nombreux articles portant sur la gestion du Covid, en particulier sur la sortie de la politique «zéro Covid» fin 2022, qui mériteraient une étude en soi.

Dynamique quantitative des grandes économies: éléments sur les contributions au PIB mondial

On s'appuie sur les données de PIB courant et PPP de la Banque Mondiale depuis 1960 accessibles en téléchargement sur le site de la BM.

La contribution d'un pays ou d'une zone est le rapport de son PIB au PIB mondial de la même année.

Cet indicateur extrêmement simple suffit à faire apparaître de grandes tendances évolutives durant la période, mais aussi des variations plus fines de détail.

18 https://www.chinadaily.com.cn/china/19thcpcnationalcongress/node_53010539.htm

Les tendances les plus évidentes sont celles qui affectent à la fois le PIB courant, dépendant de taux de change parfois très fluctuants, et le PIB PPP qui corrige cet effet «monétaire» en «déflatant» par le niveau des prix dans le pays.

Pour mesurer plus finement les dynamiques à l'œuvre, on ajoute à ces indicateurs les contributions à la variation annuelle mondiale des deux PIB.

On doit garder à l'esprit les réserves très nombreuses que suscitent de tels indicateurs, en particulier du point de vue des revenus réels des ménages et de leur niveau de bien-être économique.

Le premier constat est le lent mais régulier déclin relatif des pays de l'OCDE depuis les années 1990. Cette tendance est visible depuis 1990 en PPP (les données antérieures ne sont pas fournies) puisque l'on passe de 62,4% à 45,2%. Au change courant, on est passé de 77,6% en 1960 à 82,2% en 1990 puis 59% en 2022. L'émergence de la Chine et de l'Asie est la tendance la plus lourde. La Chine connaît une progression fulgurante à partir des années 1990 au change courant: après être descendu à 1,7% à la fin des années 1970 et être resté autour de cette valeur pendant les années 80, elle atteint 18,3% en 2021. En PPP, on passe de 3,8% en 1990 à 18,6% en 2021 et 18,5% en 2022. L'Asie de l'Est et Pacifique passe de 19,9% PPP en 1990 à 32,6% en 2020.